



PASSEZ À
L'OFFENSIVE

OLS offensive libertaire et sociale

Ce document est le fruit d'un travail collectif. Il regroupe une partie des positions politiques qui fondent l'OLS (Offensive Libertaire et Sociale) et nous rassemblent depuis près de dix ans. Ces réflexions constituent une contribution à une critique radicale de la société tout en alimentant nos aspirations révolutionnaires.

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale** et la **liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance

Agir de manière libérée de toute logique institutionnelle liée à l'État ou au capital.

2. Fédéralisme

Les groupes et les individu-e-s qui composent l'OLS sont autonomes; ils s'associent librement tout en respectant les fondements et les valeurs de l'OLS.

3. Assembléisme

Pratiquer ou encourager des modes d'organisation horizontaux et des processus décisionnels appuyés sur la démocratie directe.

4. Anti-autoritarisme

Combattre toutes les formes de domination qu'elles soient sociales, de genre, de « race »... Nous refusons tout autant les logiques de conquêtes de pouvoir que la mise en place de contre-pouvoirs institutionnels pour lutter contre les pratiques hiérarchiques.

5. Rupture

À travers nos interventions politiques et nos pratiques, nous cherchons à poser la question de la fin de la société actuelle. Nous voulons favoriser l'existence de rapports sociaux alternatifs et aider au développement d'espaces et de temps émancipés et subversifs. Nous participons donc à l'émergence d'utopies créatrices.

6. Appui mutuel

Favoriser la recherche et l'apport de solidarité entre les projets de subversion, selon les principes de la liberté d'association et d'expérimentation, pour agir dans le respect des partenaires... Nous souhaitons œuvrer pour un monde où le bien-être et le bonheur seraient parmi les premières préoccupations.

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire. L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » – au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques – pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société

fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle.**

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs: **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification.** Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions.** Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein: il doit être socialisé. Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

LE TRAVAIL, SENS DESSUS DESSOUS

Qui produit sa propre pitance ? Qui peut s'abreuver directement à une source d'eau gratuite et non-polluée ? Qui peut se loger sans passer par le marché locatif ou les professionnels du bâtiment ? Qui aujourd'hui n'a pas recours pour subvenir à ses besoins les plus élémentaires aux différents circuits marchands, que ce soit des grandes surfaces aux produits importés « Made in china » ?

L'avènement d'une société où le travail passe essentiellement par le salariat - et par le travail domestique, souvent invisibilisé en tant que travail - a été rendu possible par la perte de la pleine maîtrise de nos conditions d'existence. La généralisation de l'exploitation salariale a eu pour effet de générer des profits pour une minorité de nanti.e.s et de créer une masse de consommateur.trice.s sevré.e.s à coup de zones commerciales. On s'est éloigné du travail comme activité utile, permettant de maintenir un rapport équilibré avec notre communauté, de prendre soin de notre environnement et de façonner le monde de manière harmonieuse. C'est pourtant ce travail que nous défendons, celui associé à l'acquisition du « métier » et de savoir-faire spécifiques.

TRAVAIL ET PRÉCARITÉ

La société fondée sur le capitalisme, avec son lot d'industries, a enlevé systématiquement toute signification à l'activité de produire et de fabriquer. Avec l'extension du numérique et les mutations des modes de production, nous sommes assignés à accepter de changer de travail ou de secteur d'activité régulièrement, nous devons être capable d'investir, docilement et avec souplesse, de nouveaux lieux et de nouveaux modes de vie, nous sommes contraints de nous former en continu tout au long de nos carrières... Adaptables, malléables, flexibles à merci, voilà à quoi devrait ressembler notre travail pour ceux qui nous embauchent.

Ces transformations s'accompagnent d'une gestion de plus en plus individuelle des salarié-e-s, de formes toujours nouvelles de management et de la généralisation des contrats instables qui mettent en place une société de la précarité. Notre condition de femmes et d'hommes modernes nous maintient donc dans la dépendance du système capitaliste, ainsi que des aides de l'État et de ses relais associatifs. La peur du licenciement alimente notre soumission et facilite notre participation, plus ou moins contrainte, aux tâches les plus absurdes comme aux pires saloperies : travail dans les industries mortifères, missions de contrôle social, etc. Si le « plein emploi » est bien mort, la centralité du travail perdure. Car l'obtention d'un job de merde payé des miettes vaudrait mieux que pas d'emploi du tout... Pendant combien de temps encore ?

REMETTRE LE TRAVAIL À L'ENDROIT

Retrouver du sens dans notre travail ne pourra se faire qu'en repensant l'utilité sociale et écologique de ce qui est produit. Seule l'invention d'autres modes de production et d'une autre organisation du travail peut conduire à l'auto-réalisation des individu-e-s. La recherche d'autonomie tant au niveau de la production que de la consommation pourra mener à l'épanouissement de collectivités plus libres. Il n'est d'ailleurs pas d'activités qui puissent rester en dehors de ce double mouvement de remise en question et de transformation pratique : aussi bien le travail en supermarché que l'artisanat, les professions dites libérales que le travail domestique. Pour récupérer des marges de manœuvre, le combat pour la justice sociale devra prendre en compte la critique du productivisme, des technologies, de la parcellisation du travail et de sa hiérarchisation. Le travail n'aura donc de sens que s'il est réalisé de façon auto-organisée, à la base. ■



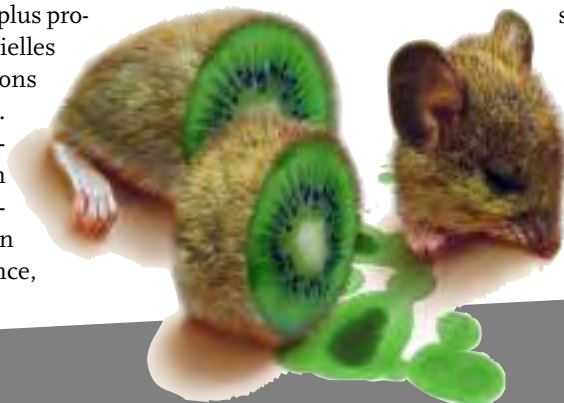
LA TYRANNIE TECHNOLOGIQUE

Ados privés de chat devenant hystériques. Téléphone portable emmené aux chiottes. Visiter le monde enfermé chez soi. Snober le voisin mais « blogger » sa vie sexuelle. Relever ses mails toutes les minutes. Déléguer son savoir à Google. Ne plus supporter ni attente ni frustration. Ne pas marcher, attendre, pisser, sans musique. Acheter des trucs dont on ne saura jamais vraiment se servir, parce que c'est « cool » et parce que de toute façon on n'a pas le choix. C'est arrivé très vite et on trouve déjà ça normal.

TECHNOLOGIE VERSUS RÉVOLUTION

Les avancées technologiques doivent cesser d'apparaître comme une nécessité inéluctable porteuse de dérives possibles, mais bien comme une contre-révolution imposée par les industriels et les gouvernants. L'idéologie du progrès a été forgée par un XIX^e siècle fanatiquement scientiste, c'est-à-dire voué et dévoué à la science, pensée comme la panacée universelle. Elle a permis aux classes possédantes (la bourgeoisie alors en pleine ascension) de légitimer leur prise en main du destin de l'humanité.

Marx pensait que ce serait au plus profond des métropoles industrielles que les révoltes et révolutions seraient les plus puissantes. Force est de constater que partout où le mode de production industriel passe, appauvrissement généralisé, précarisation des conditions d'existence,



exploitation et destruction du monde suivent de près. Les oppositions à la mondialisation se développent parfois plus facilement dans les territoires les moins touchés par l'industrialisation totale, à l'image du zapatisme chiapanèque.

LE NUMÉRIQUE ET SES CONSÉQUENCES SOCIALES

Alors que les mythologies du progrès s'essouffent, le numérique est son dernier avatar. Sa fonction économique est évidente : ouvrir de nouveaux marchés et territoires pour les géants de l'électronique et du numérique qui y voient un nouvel espace à constituer pour mieux y drainer les populations et les asservir à leurs produits. Mais ses conséquences sociales sont bien plus rarement dénoncées : accroissement de la massification de la culture, instauration de l'immédiateté en valeur indépassable, destruction des liens sociaux, etc. Puisque la dépossession et l'appauvrissement de nos rapports sociaux et de nos savoir-faire sont tels que l'humanité elle-même en vient à être asservie par la société de l'accès en réseau, une nouvelle phase de la lutte des classes, – humanité possédée contre machines asservissantes – doit émerger. Face aux savoirs autonomes de la technoscience, il faut réaffirmer les savoirs empiriques qui résultent de notre expérience sensible au monde.

Après deux siècles de désastres, la culture du progrès semble commencer à se craqueler de toute part. Et la soupe industrielle sent le vent tourner puisqu'elle nous est désormais servie sur un plateau verni à l'écologie. ■

GÉRER LES POPULATIONS ENTRE MOBILITÉ ET ENFERMEMENT

Le résultat de deux siècles de concentration des moyens de production et des capitaux, redoublés par la centralisation de l'État, a conduit à faire de nos sociétés des sociétés de masse. Cela ne se mesure pas uniquement dans les rues des grandes métropoles, ou au développement d'une standardisation des biens, des goûts et finalement des esprits par la culture de masse. Cela s'éprouve au quotidien dans les logiques de gestion des populations, d'administration totale, qui nous surplombent à l'échelle nationale et internationale : jamais comme aujourd'hui l'humanité n'avait pu autant éprouver sa « condition statistique ». Qu'il soit immigré-e clandestin-e, employé-e en cours de licenciement ou usager-e des transports en commun, chacun-e n'est qu'un chiffre dans une suite de courbes, dans une colonne, dans un pourcentage. Cette massification se ressent aussi par la multiplication effrénée des rencontres et des contacts sociaux jusqu'à étouffement, jusqu'à épuisement par débordement, par impossibilité de consacrer du temps à tous – un phénomène singulièrement renforcé par les nouvelles technologies, internet et les réseaux dits sociaux. Cette véritable « sur-socialisation » tue une communication authentique par l'abondance d'informations insignifiantes.

MOBILITÉ SOUS CONTRÔLE

A cette tendance s'oppose un mouvement contraire orienté vers la désagrégation des rapports sociaux. Dans les pays dits « sous-développés », les communautés locales sont démembrées par l'exode rural de longue date, renforcé par phénomènes de migrations de masses appelés à s'étendre avec les grandes catastrophes « naturelles » (engendrées en réalité par l'impact du mode de production capitaliste industriel). Autres populations, mêmes causes, mêmes effets : la mise en circulation généralisée des êtres humains dans le cadre

de leur travail, accompagnée d'une idéologie de la mobilité systématiquement valorisée (au détriment des formes authentiques de nomadisme), tend à séparer de force les personnes de leur famille, de leurs ami-e-s, de la communauté politique ou géographique dans laquelle elles s'étaient ancrées. Mais l'érosion des systèmes d'assignation à un lieu, un territoire, un espace donné, ne signifie pas pour autant la fin du contrôle des populations, leur libération. Bracelet électronique contre prison, enseignement à distance contre éducation en milieu scolaire, chirurgie ambulatoire contre hôpitaux traditionnels, télétravail et interim contre réclusion à l'usine : l'éclatement des milieux fermés se fait au profit d'une gestion des individus à distance, au coup par coup, infiniment modulable en fonction des besoins du système.

(RE)FAIRE SOCIÉTÉ

Ces deux tendances contradictoires convergent cependant en un fait très simple. Disparaît peu à peu l'idée de « faire société », c'est-à-dire d'être un ensemble de personnes unies par des liens affectifs directs ou par des rapports « institutionnalisés » stables et pérennes – soit qu'elles se connaissent directement, soit qu'elles aient les conditions minimales pour se connaître, et vivre les unes avec les autres en bonne entente même si elles partagent peu d'affinités. La dimension proprement sociale du projet révolutionnaire implique donc la construction de rapports durables, non-alienants, de concorde, d'estime et de coopération, dans lesquels des personnes s'engagent à travailler à une œuvre commune de justice et d'émancipation. L'outil de reconstitution d'une société égalitaire et autonome ne peut donc être que l'acte d'association libre sous toutes ses formes : collectifs de lutte et associations politiques, mais aussi coopératives de production, de consommation, d'échange, espaces de discussion, sans oublier nombre de regroupements informels qui oeuvrent aussi dans ce sens... ■

POUR UNE ÉCOLOGIE RÉVOLUTIONNAIRE

La crise écologique est aujourd'hui telle que les tenant.e.s de l'État et du capital ne peuvent plus la nier comme auparavant. La pollution est partout et le mythe de l'abondance capitaliste, qui s'édifie sur la dévastation de la planète et l'oppression de la majeure partie du monde, s'effrite. Pour parer à cette désillusion, de grandes mobilisations à la sauce Grenelle sont organisées qui, en créant des « unions sacrées » pour le « développement durable » entre gouvernant.e.s et gouverné.e.s, sont avant tout des moyens de neutraliser la contestation. La question écologique est reprise et adaptée aux besoins d'un capitalisme soudain devenu « écoresponsable ». Diverses innovations technologiques sont présentées comme des solutions miracles aux problèmes écologiques : ce sont surtout des marchés prometteurs (agrocultures, énergies dites « propres », dépollution, etc.) sur lesquels se ruent les entreprises converties à la « croissance verte ». Les groupes industriels sont présentés comme les sauveurs de la planète, bien qu'ils restent les premiers pollueurs et dévoreurs de ressources. Les consommateur-trices, quant à eux-elles, sont rendu.e.s individuellement responsables des problèmes écologiques et incité.e.s à « consommer éthique » au supermarché et à faire les « petits gestes qui sauvent la planète » sans remettre fondamentalement en cause leur aliénation.

LA NÉCESSITÉ IMPÉRIEUSE D'UNE RUPTURE

Tout ceci ne pourra au mieux que ralentir l'inéluctable intensification d'une crise écologique déjà bien amorcée. En l'absence d'un



changement rapide et profond – révolutionnaire – de la société, c'est un environnementalisme technocratique qui pourrait finir par régner, imposant d'en haut des pseudo-solutions technologiques tout en entretenant une façade démocratique trompeuse, ne se souciant de l'état de la planète que parce qu'il faut la préserver un minimum pour que l'exploitation continue. Les gestionnaires du système, pour qui nous ne sommes guère que du bétail citoyen, n'hésiteront pas s'il le faut à sacrifier une partie de la population : cette dernière éventualité est d'ailleurs prévue dans les plans d'urgence froidement concoctés par les autorités civiles et militaires en cas de catastrophe (nucléaire, chimique ou autre). Les nanti.e.s pourront perpétuer l'illusion du bonheur dans la consommation tandis que les classes dominées, ici et ailleurs, continueront de subir le plus fort des conséquences écologiques du développement techno-industriel (pollution, famines, bouleversements climatiques, etc.). Voilà un motif supplémentaire de révolte : il faut maintenant lutter pour préserver la possibilité même de notre survie collective, celle d'hériter d'un monde encore habitable où une existence pleine et entière soit encore possible pour tous et toutes, et pas uniquement pour une élite.

ÉLARGIR LE DOMAINE DE L'ÉMANCIPATION

Plutôt que la production et l'accumulation de « richesses » toujours aussi mal définies que réparties, c'est un partage démocratique du travail et de ses fruits qui est avant tout à rechercher. Dans la recherche de l'émancipation collective il faut tenir compte du fait que les logiques de domination ne concernent pas seulement les rapports entre humain.e.s, mais aussi ceux des humain.e.s avec les autres espèces et les écosystèmes. Dans cette optique il est intéressant de porter attention aux réflexions et aux tentatives concrètes de construction de rapports différents avec les autres espèces que certains groupes ont déjà entreprises (végétarisme, permaculture, etc.). Une recherche à mener dans une perspective égalitaire et libertaire, sans religiosité ni misanthropie, pour enrichir la critique en paroles et en actes de cette société d'une nouvelle dimension permettant d'envisager une humanité émancipée et capable de laisser aux autres espèces un espace où elles puissent continuer d'exister librement. ■



DIVERTIR POUR DOMINER

On entend par culture de masse l'ensemble des œuvres et des attitudes fabriquées selon les lois de l'industrie et imposées comme des marchandises. Son développement a entraîné l'érosion des formes autonomes de culture populaire et la dissolution des liens sociaux au profit d'un monde artificiel constitué d'individus isolés, fondements de la société de consommation. Elle participe d'une forme de civilisation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés qui modifie en profondeur toutes les relations humaines. Cette civilisation tend à nous transformer en homo economicus réduits à évaluer en permanence nos rapports au monde et aux autres en termes de coût-avantage. Il s'agit d'une mutation profonde et pas uniquement d'un rapport de production ou d'une question de répartition des fruits de la croissance.

ASSERVIR NOS IMAGINAIRES

La culture de masse révèle que le capitalisme s'incarne dans une véritable manière de vivre qu'il s'agit de démonter pour mener une critique radicale. Le capitalisme ne peut donc être réduit à un système d'exploitation économique, il représente un « fait social total ». Il tient sur l'intériorisation d'un imaginaire et grâce au développement d'une culture du divertissement permanent. Cette uniformisation des comportements et des aspirations se présente comme l'affranchissement de toutes les contraintes (sociales, spatiales, temporelles, etc.). Elle prétend aussi être la garante de l'indépendance d'esprit et de la liberté de l'individu contemporain. Survalorisée et triomphante, la culture de masse actuelle (publicité, séries télé américaines, nouvelles technologies, football, jeux vidéos, etc.) est parée de valeurs issues d'une tradition émancipatrice. Les principaux continuateurs de cette tradition émancipatrice ont perdu tout sens critique au point de défendre la culture de masse. Et ce sont désormais les intellectuels dits contestataires qui constituent les plus ardents propagateurs du spectacle marchand et des industries culturelles.

RÉSISTER À LA DOMINATION

Il est donc plus que jamais urgent et nécessaire de mener une critique intransigeante du mode de vie capitaliste et de démontrer comment notre civilisation du loisir participe de la domestication des peuples. En cela nous nous inscrivons dans une tradition de critique de l'aliénation et des modes de vie modernes ainsi que de la « société du spectacle ». Nous tentons de relier la critique dite « sociale » qui stigmatise l'exploitation des classes populaires et l'appropriation des fruits de leur travail par une classe dominante, avec une critique dite « artiste », portant sur la standardisation de la production, la marchandisation de toutes les sphères de la vie et la perte de sens. Car le capitalisme dans un même mouvement, désenchant le monde, détruit toute forme d'authenticité, d'autonomie et de créativité et génère des inégalités croissantes en favorisant les seuls intérêts particuliers. ■



EN FINIR AVEC LE PATRIARCAT

Le patriarcat est un système de domination dans lequel le pouvoir politique, économique et social est organisé par et pour les hommes, au détriment des femmes. On considère généralement que la lutte contre le patriarcat est une lutte secondaire, qu'elle est subordonnée à la lutte des classes. Le patriarcat est pourtant un système de domination à part entière, comme le capitalisme. Bien que ces deux systèmes interagissent, ils sont autonomes l'un vis-à-vis de l'autre. Il paraît alors nécessaire que chaque problématique abordée le soit sous les prismes des différents systèmes de domination existants, toute analyse faisant l'économie de ce croisement des points de vue s'en trouvant faussée. Mais la question du patriarcat est trop souvent ignorée, bien que les femmes soient généralement les premières concernées, que ce soit dans les luttes liées aux questions qui touchent à l'immigration, à la précarité, etc.

LA CONSTRUCTION DU GENRE

Selon certain.e.s, l'espèce humaine serait irrémédiablement coupée en deux. Les femmes et les hommes n'auraient pas les mêmes qualités (ou défauts !) : les femmes seraient douces, soumises, généreuses, etc., alors que les hommes seraient forts, virils, intelligents, etc. Pourtant, on ne naît ni femme ni homme mais on le devient. Que ce soit dans la sphère familiale, à l'école, dans la littérature, dans les jouets, etc., chacun.e apprend la façon dont elle ou il doit se comporter. La catégorie femmes et la catégorie hommes sont donc des constructions sociales et ne découlent en aucun cas de phénomènes naturels. De la même manière, dès le plus jeune âge, on apprend que l'homme et la femme sont faits

l'un pour l'autre. Pourtant, on ne naît pas hétérosexuel.le mais on le devient. L'hétérosexualité étant présentée comme la seule sexualité possible, toutes les autres formes de sexualité, notamment l'homosexualité et le lesbianisme, sont considérées comme anormales. Les personnes pratiquant ces autres formes de sexualité subissent donc stigmatisation et discrimination.

LE FÉMINISME, CE GROS MOT !

Aujourd'hui, un certain nombre de femmes occidentales considèrent qu'il est normal de pouvoir recourir aux différents moyens de contraception (pilule, stérilet, anneau vaginal, préservatifs féminin et masculin, etc.) et à l'interruption volontaire de grossesse. Pourtant, dès que l'on parle des mouvements féministes qui ont lutté pour l'obtention de ces droits, on se trouve confronté.e.s à un mur. On trouve normal que... mais on n'est pas féministe pour autant. Le féminisme reste marquée d'une aura d'hystérie, les féministes étant ces ogresses qui détestent les hommes. Les droits obtenus de haute lutte par les luttes féministes des années 1970 sont pourtant partiels et régulièrement attaqués. Au lieu de la fameuse libération sexuelle tant attendue et de la libre disposition de leur corps par les femmes, on assiste depuis les années 1970 à une perte d'autonomie des femmes, notamment face à un pouvoir médical tout-puissant qui prend en charge le corps des femmes et en dispose à sa guise. Face à cela, il est urgent qu'hommes et femmes, en mixité et non-mixité, nous nous saissions de la question féministe pour la faire nôtre et lutter pour la libération des carcans qui nous enferment dans des rôles définis à l'avance.. ■

nous contacter

OLS Offensive Libertaire & Sociale

est un groupe politique révolutionnaire qui se coordonne tous les trois mois dans une ville ou un.e de ses membres est présent.e.s. Nous y partageons nos expériences de luttes, nos investissements dans des collectifs ou nos engagements dans des alternatives. Lors de ces moments d'échange se prépare les futurs numéros de notre revue trimestrielle Offensive. Ces réunions sont ouvert.e.s à toutes celles et tous ceux qui voudraient prendre part à nos activités politiques ou simplement nous rencontrer pour échanger autour de nos productions écrites.

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13 001 Marseille
<http://offensive.samizdat.net>
ols@no-log.org

LES GROUPES DE L'OLS
Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org

Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13 001 Marseille
chacacans@riseup.net

Paris
21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org

Toulouse
offensivetoulouses@riseup.net

radio

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire** 89.4 Mhz (à Paris)
ou sur **internet** <http://radiolibertaire.radio.fr>
Le vendredi tous les quinze jours de 21h à 22h30

site internet

<http://offensive.samizdat.net>



livre



DIVERTIR POUR DOMINER

Textes issus d'Offensive des n° 1, n° 6, n° 11 et n° 14
éditions l'échappée, 268 p., 2010
13 euros l'exemplaire

autocollants



série épuisée pour le moment

la revue offensive

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER [ÉPUISÉ]

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES [ÉPUISÉ]

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]

N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE !

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX !

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ !

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]

N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE

N°24 NATURE ET ANIMALITÉ

N°25 TRAVAIL : QUEL SENS ?

N°26 EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE

Les numéros épuisés sont consultables et téléchargeables sur le site d'offensive



OFFENSIVE N°27
sept. 2010 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER PRÉCARITÉ POURQUOI ?



OFFENSIVE N°28
déc. 2010 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER AVANT LA RÉVOLUTION



OFFENSIVE N°29
mars 2011 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER



OFFENSIVE N°30
juin 2011 | 44 p. | 4 euros
•DOSSIER LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE



OFFENSIVE N°31
sept. 2011 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER LA CONTRE-RÉVOLUTION INFORMATIQUE



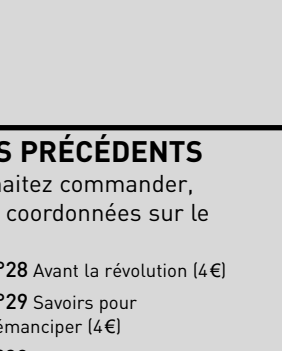
OFFENSIVE N°32
déc. 2011 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER LIBÉRATION SEXUELLE ?



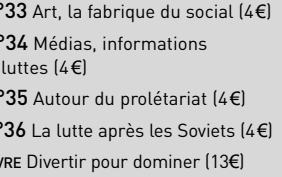
OFFENSIVE N°33
mars 2012 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER ART, LA FABRIQUE DU SOCIAL



OFFENSIVE N°34
juin 12 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER MÉDIAS, INFORMATIONS ET LUTTES



OFFENSIVE N°35
sept. 12 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER AUTOUR DU PROLÉTARIAT



OFFENSIVE N°36
déc. 12 | 52 p. | 4 euros
•DOSSIER LA LUTTE APRÈS LES SOVIETS

abonnez-vous

Offensive est une revue éditée depuis 2003 par Offensive libertaire et sociale. En 52 pages, nous présentons des articles de critique sociale qui sont le reflet de nos engagements politiques et qui mettent en valeur les luttes et les réflexions radicales qu'il nous semble pertinent de mener aujourd'hui. Un dossier thématique constitue le coeur de chaque numéro (voir les titres des numéros ci-dessus). Nous fonctionnons sans publicité ni subvention. Notre indépendance et pérennité est donc assurée par la seule contribution des lecteurs et des lectrices.

Édité par Spipasso
Imprimeur Roto Champagne 52200 Langres
Directeur de publication Nicolas Sergy
Commission paritaire 1111 P 11461
supplément à la revue Offensive

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° ____
Abonnement (16€) Abonnement de soutien (35€) Abonnement institution (50€)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25€)
Je commande des anciens numéros pour un montant de ____ euros

nom, prénom _____

adresse _____

mail _____ téléphone _____

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom _____

adresse _____

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13 001 Marseille
Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET

en passant par Atheles : <http://atheles.org/offensive>

Vous pouvez nous trouver en librairie et aussi chez les marchands de journaux (pour connaître le dépôt le plus près de chez vous, consulter www.trouverlapresse.com).

Diffusion en librairie
Court-circuit 5, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris
01 43 55 69 59 | contact@court-circuit-diffusion.com

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> N°12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N°28 Avant la révolution (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N°29 Savoirs pour s'émanciper (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°18 Spécial 68, Mai encore ! (5€) | <input type="checkbox"/> N°30 Lutttes de libération nationale, une révolution possible ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix ! (5€) | <input type="checkbox"/> N°31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°20 Tant qu'on a la santé ! (5€) | <input type="checkbox"/> N°32 Libération sexuelle ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°21 L'industrie de la punition (5€) | <input type="checkbox"/> N°33 Art, la fabrique du social (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°23 Construire l'anarchie (5€) | <input type="checkbox"/> N°34 Médias, informations et luttes (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°24 Nature et animalité (5€) | <input type="checkbox"/> N°35 Autour du prolétariat (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°25 Travail : quel sens ? (5€) | <input type="checkbox"/> N°36 La lutte après les Soviets (4€) |
| <input type="checkbox"/> N°26 En finir avec la Françaifrique (4€) | <input type="checkbox"/> LIVRE Divertir pour dominer (13€) |
| <input type="checkbox"/> N°27 Précarité pourquoi ? (4€) | |